**Pour les agents contractuels de droit public**

**AVENANT au contrat de travail de M……………… (nom, prénom)**

**Fonctions……………….**

**AUTORISANT A TITRE EXCEPTIONNEL ET DE MANIERE TEMPORAIRE L’EXERCICE DES FONCTIONS EN TÉLÉTRAVAIL DANS LE CONTEXTE LIE A LA COVID19**

**ENTRE**

...................................... (*dénomination exacte de la collectivité ou de l’établissement concerné)* représenté(e) par son *(Maire ou Président*), ci-après désigné(e) ‘‘la collectivité *(ou l’établissement)* employeur’’ ;

**ET**

*(Mme, M)* ................................................ *(nom, prénom)*

................................................ *(adresse)*

................................................ *(localité)*

ci-après désigné ‘‘le cocontractant’’

Vu la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 et notamment l’article 4 ;

Vu la loi n° 2021-160 du 15 février 2021 prorogeant l'état d'urgence sanitaire ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux contractuels de droit public,

Vu le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature ;

Vu le contrat de travail de M………………(nom, prénom)

Vu l’allocution du Président de la République en date du 31 mars 2021,

*Pour les collectivités qui en disposent : Vu la charte relative au télétravail applicable dans la* collectivité,

Considérant la mesure de confinement entrée en vigueur à compter du samedi 3 avril 2021 à 19 heures,

Considérant la nécessité de placer les agents en télétravail dès lors que les fonctions exercées le permettent et sont compatibles avec la bonne marche du service,

Considérant le caractère exceptionnel et temporaire de cette mesure en vue d’éviter la propagation de la Covid 19,

Considérant que la mise en place du télétravail nécessite en amont l’adoption d’une délibération après avis du comité technique ; qu’au regard des circonstances exceptionnelles les collectivités peuvent s’exonérer de ces procédures préalables,

**Il a été convenu ce qui suit :**

Article 1 :

Le contrat de travail en date du … ..est modifié comme suit :

M.…… (*nom, prénom*), exerçant les fonctions de …… bénéficie d’une autorisation d’exercer ses fonctions en télétravail.

Le télétravail s’exercera au *…*… *(préciser le lieu d’exercice du télétravail)*.

Cette mesure prend effet à compter du ……………………pour une durée de ………………ou pendant toute la durée de confinement.

M.…… (*nom, prénom*) exercera ses fonctions en télétravail sur l’intégralité de son temps de travail ou à raison de ….(jours) par semaine.

M.…… (*nom, prénom*) bénéficiera des moyens suivants pour l’exercice de ses fonctions en télétravail :

*(Exemples : ordinateur portable, téléphone portable, accès à la messagerie professionnelle, accès aux logiciels indispensables à l’exercice des fonctions).*

M. …… (*nom, prénom*) s’engage à respecter les règles en matière de sécurité des systèmes d’information et de protection des données définies ainsi que celles en matière de temps de travail, de sécurité et de protection de la santé.

Durant sa période de télétravail, M.…… (*nom, prénom*) bénéficiera des mêmes droits et obligations que les agents exerçant sur leur lieu d’affectation.

L’agent ainsi placé bénéficie de l’intégralité de sa rémunération ainsi que du maintien de ses droits à congés annuels, et jours RTT le cas échéant, et de ses droits à la retraite.

Article 2 :

Toutes les autres clauses dudit contrat sont maintenues.

Article 3 :

Les litiges nés de l’exécution du présent avenant relèvent de la compétence de la juridiction administrative dans le respect du délai de recours contentieux de deux mois à compter de la présente notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l’application informatique «télérecours citoyens» accessible par le site Internet **www.telerecours.fr**.

Fait à ........................, le .....................................

Le Cocontractant, Le Maire *(ou Président),*

Nom et prénom……………………………… Nom et prénom……………………………….

Le présent avenant sera notifié à l’intéressé(e) et ampliation sera adressée à Monsieur le comptable public de la collectivité